



## DROIT CONSTITUTIONNEL – FICHE N°6

### LE CONTRÔLE DE CONSTITUTIONNALITÉ

En France, le contrôle de constitutionnalité est effectué par le Conseil constitutionnel. Par principe, ce contrôle est centralisé (réalisé par un seul organe) et effectué a priori (avant la promulgation).

Pour se prononcer sur la constitutionnalité d'une loi, le Conseil constitutionnel doit être saisi après le vote de la loi par le Parlement, mais avant la promulgation par le Président de la République. De même, pour vérifier la constitutionnalité des traités, le Conseil est saisi après la signature du traité, mais avant la ratification de celui-ci.

Le Conseil constitutionnel peut être saisi par le Président de la République, le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale ou le président du Sénat. Depuis 1974, il peut aussi être saisi par 60 sénateurs ou 60 députés (article 61 de la Constitution).

Exception à la saisine : en vertu des articles 46 et 61 de la Constitution, le Conseil n'a pas besoin d'être saisi lorsqu'il s'agit d'une loi organique ou du règlement d'une assemblée parlementaire car il les contrôle obligatoirement.

#### La question de la légitimité du contrôle

On peut s'interroger sur la légitimité du contrôle de constitutionnalité car il est effectué par des juges, qui sont nommés, et non par des représentants du peuple, qui sont élus. A cette question, Hans Kelsen répond par la théorie du « juge-aiguilleur » : le rôle du juge est seulement procédural et le législateur peut passer outre en modifiant la Constitution.

Cette réponse n'est qu'à moitié satisfaisante, car en réalité, une révision constitutionnelle est beaucoup plus difficile à obtenir dans un hémicycle puisqu'elle nécessite une majorité de trois cinquièmes des parlementaires, ce qui signifie qu'une minorité peut bloquer la mesure.

Le contrôle de constitutionnalité doit être vu comme un élément constitutif d'une démocratie moderne. En effet, la démocratie n'est pas seulement tributaire du pouvoir de la majorité, elle est aussi garante des droits et libertés de chacun ; un tel contrôle permet donc de lutter contre la « tyrannie de la majorité » au Parlement et s'impose ainsi comme un outil du respect de l'État de droit.

### **QPC : la question prioritaire de constitutionnalité**

La révision constitutionnelle du 23 juillet 2008 a introduit un article 61-1 qui prévoit une possibilité de saisine constitutionnelle par un justiciable à l'occasion d'une instance en cours devant une juridiction, sur une disposition législative « qui porte atteinte aux droits et libertés que la Constitution garantit ».

Encadrée par une loi organique dont les dispositions sont entrées en vigueur le 1er mars 2010, cette saisine dite « question prioritaire de constitutionnalité » et généralement abrégée en « QPC » passe par le filtre du Conseil d'État ou de la Cour de cassation.

### **La Cour suprême et le contrôle de constitutionnalité aux USA**

A titre de comparaison avec le système français, le contrôle de constitutionnalité à l'américaine est décentralisé (réalisé par plusieurs organes) et effectué a posteriori (après la promulgation). C'est donc globalement l'exact opposé du système français, et c'est pourquoi on l'étudie souvent en même temps (en plus de la culture générale et institutionnelle, ce qui ne fait jamais de mal dans un cursus juridique).

Retenez que la Cour suprême, au sommet de la hiérarchie judiciaire américaine, est un mixte entre la Cour de Cassation et le Conseil constitutionnel. Elle est composée de 9 membres nommés à vie par le président des États-Unis après approbation du Sénat. Le président de la Cour suprême porte le titre de *Chief Justice* (et le plus célèbre d'entre eux fut John Marshall).

Concernant le contrôle de constitutionnalité, il est effectué par les juges, au cas par cas, pendant les procès. A ce titre, la décision d'un juge n'influence pas celle d'un autre juge (a fortiori dans un autre État) et n'annule en rien la loi considérée comme inconstitutionnelle par le juge. En remontant la chaîne judiciaire, c'est donc la Cour suprême qui a le fin mot sur l'interprétation de la Constitution américaine, ce qui lui donne un grand pouvoir et fait dire à certains qu'il s'agit d'un « gouvernement de juges ».